



BOURSES

La tendance globale des marchés a continué à être bien soutenue en juin, malgré quelques sessions baissières. Mais globalement, après avoir atteint des plus bas fin mars, les grands indices boursiers ont entamé depuis une remontée spectaculaire et quasiment ininterrompue.

Leur évolution reste sous l'influence des Banques centrales. Qu'il s'agisse de la FED, de la BCE..., elles ont su réagir face à l'urgence portant à bout de bras les marchés financiers depuis le Krach survenu fin mars. En injectant des milliers de milliards de dollars, elles ont augmenté la quantité de monnaie disponible dans des proportions historiques, à travers des politiques de rachats de dettes et de facilité de crédits. Ce qui a permis aux banques de bénéficier de suffisamment de liquidités et aux entreprises demandeuses de liquidités de trouver une offre bancaire adéquate qui leur permettent de rester à flot.

L'optimisme des marchés répond donc logiquement à cette perfusion massive des autorités monétaires, sans conteste à l'origine du rebond spectaculaire des indices. Une situation à première vue paradoxale, au moment où l'économie vient de subir un choc d'une violence inouïe.

En réalité c'est plutôt bon signe, le monde a dû gérer une crise sanitaire qui s'est transformée en crise économique, il ne fallait surtout pas que ça dérive vers une crise financière qui aurait été catastrophique à tout point de vue. Ce qui explique les interventions massives et rapides des Banques centrales.

Sur le deuxième trimestre le Dow Jones a rebondi de 17,7%, le S&P 500 a repris 20% et le Nasdaq a flambé de 30,5%. Un rebond impressionnant après le choc du mois de mars où Wall Street s'était effondré de l'ordre de 35%. Depuis le début de l'année, le Dow Jones cède encore 9,5%, le S&P 500 4%, mais le Nasdaq progresse de plus de 12%, soutenu par les GAFAM peu affectées par la crise sanitaire.

Si l'injection des Banques centrales a alimenté le rebond des marchés, la continuité de cet élan s'explique aussi par la reprise progressive de l'activité économique. Un soulagement quasi mondialisé après le choc provoqué en mars par le « lock-down » à grande échelle.

Malgré la recrudescence du nombre de cas de contaminations ces derniers jours aux États-Unis, notamment dans le Sud et l'Ouest du pays, Wall Street n'a pas flanché. Le marché estime qu'il est possible d'aplatir la courbe sans passer par une nouvelle période de confinement.

HETS-CAPITAL

La tendance actuelle est la parfaite illustration du combat qui se joue. D'un côté le virus et le manque de visibilité qu'il produit, de l'autre le puissant soutien des Banques centrales dans un marché inondé de liquidités qui rassure les opérateurs.

Les marchés saluent aussi l'annonce d'un vif redressement des données macro-économiques en juin aux États-Unis, notamment de l'emploi et de la consommation, 2 piliers de l'économie américaine. C'est donc une reprise forte, plus forte que prévue, qui semble se dessiner aux États-Unis. Une reprise qui fait relativiser la dégradation de la situation sanitaire aux yeux des investisseurs.

La tendance a également été portée par les espoirs de vaccin contre le Covid-19 qui se concrétisent. Pfizer a publié des premiers résultats positifs. Les premiers essais sur des humains montrent que le traitement est bien toléré.

Au niveau mondial, plus de 10 millions de personnes ont désormais été infectées par le Covid, dont 1/2 million sont décédées (+125.000 décès aux États-Unis). Au niveau sanitaire, si la situation semble toujours globalement sous contrôle en Europe et en Chine (malgré la résurgence de quelques clusters à Pékin mais dont la prise en charge a été immédiate et ciblée), la situation aux États-Unis est plus problématique et très disparate en fonction des états. Contrairement à l'Europe et l'Asie, la « phase 1 » n'est même pas encore terminée étant donné qu'ils ont été touchés plus tard par le virus. Ce qui explique que le mois de juin ait été plus indécis côté américain, avec quelques séances baissières, mais qui n'ont pas affecté la tendance positive de Wall Street.

États-Unis et zone euro espèrent par leurs politiques monétaires et budgétaires atténuer les effets de cette crise et préparer le rebond, tout en surveillant la situation sanitaire.

Du côté des bourses européennes, l'indice parisien solde le trimestre avril-juin par un rebond de 12,3%, (le Cac 40 ramène ainsi à 15,5% son repli depuis le 1er janvier). La bourse de Francfort affiche une hausse record de 24% au 2ème trimestre (-5% depuis le 01 janvier). L'Euro-Stoxx50 gagne lui + 17% (-12% depuis le début d'année).

Face à cette crise majeure l'Europe est en train de franchir une étape importante, grâce aux mesures rapides et audacieuses des autorités financières et politiques. C'est un des facteurs qui explique le retour de la confiance dans les marchés. Cette initiative franco-allemande de fond d'urgence européen modifie la perception du risque sur l'Europe. Le risque de défaut de crédit est clairement levé.

Pour le marché c'est un cadre qui donne une impulsion forte. La zone Euro avait la protection de la BCE avec le « Whatever It Takes » si cher à Draghi. Elle a désormais la protection budgétaire de la Commission européenne.

Mais prudence, alors que les signes d'un déconfinement réussi se multiplient, le retour du virus n'est pas exclu, compte tenu du relâchement des comportements en France, en Allemagne et au Portugal notamment.

BANQUES CENTRALES / ÉTATS

Si les marchés devaient retenir un point positif de toute cette crise, c'est sans conteste la rapidité et la puissance avec laquelle les Banques centrales et les gouvernements ont réagi. Cette crise sanitaire, menace inédite jusqu'ici à l'échelle mondiale, a entraîné des réactions politiques au-delà de ce qui était connu.

Le compte-rendu de la réunion de juin de la Fed a confirmé que la Federale Reserve maintiendrait ses taux à zéro et ses conditions de financement favorables, jusqu'à la fin de l'année 2022.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Jerome Powell, président de la FED a également rappelé la nécessité de maintenir la relance budgétaire en complément d'une politique monétaire accommodante.

Sur ce point, le plan de relance massif voté par le Congrès en début de crise pour soutenir les ménages américains (chèque direct du Trésor, hausse de l'indemnisation chômage etc.) a permis de relancer la consommation. Mais ces mesures sont transitoires, c'est pourquoi un nouveau plan d'aide à l'économie centré sur les secteurs les plus fragiles devrait bientôt être validé pour éviter de voir la consommation repartir à la baisse.

Du côté de la BCE, Christine Lagarde après des débuts ratés, réussit finalement à mener la BCE dans la voie d'une relance sans précédent qui ne déçoit pas le marché. Elle s'est montrée très offensive lors de la dernière réunion de la BCE, en annonçant une enveloppe supplémentaire de plusieurs centaines de milliards portant désormais à 1 350 milliards le plan d'aide pour acheter des emprunts d'états ou d'entreprises. Lagarde a été claire elle est prête : « si nécessaire, nous ferons plus ». Whatever it takes.

Une aide qui porte ses fruits. La croissance des crédits accordés par les banques de la zone euro au secteur privé s'est maintenue à un rythme élevé en juin, tirée par des entreprises en quête de liquidités face à la crise économique.

La grande question est de savoir quelles sont les limites d'intervention des Banques centrales ? Pourront-elles continuer à tenir le monde à bout de bras encore longtemps ?

La réponse est OUI. En réalité leur seul frein serait un retour de l'inflation. Or elle n'est pas près de revenir. L'avenir va être très incertain pour de nombreux ménages pendant très longtemps, conscients du risque pandémique désormais. La disruption que le monde est en train de vivre aujourd'hui va être pérenne, les changements d'habitudes de vie vont être amplifiés par ce passage par le confinement, avec une accélération de la digitalisation de l'économie qui va modifier la façon de consommer, la façon de travailler et accentuer encore un peu plus le secteur des services, qui est par nature déflationniste.

La crise actuelle nous montre que l'Europe a tiré les leçons de la crise de 2008. Il y a 10 ans, le manque de réactivité à l'échelle européenne a entraîné un désastre. À l'époque chaque pays proposait sa propre solution alors qu'il aurait fallu une réponse globale et immédiate de la zone euro. Il a fallu attendre quatre ans avec le « quoi qu'il en coûte » de Draghi avant d'avoir des réponses à la hauteur. Aujourd'hui, ces réponses sont arrivées immédiatement, en quelques semaines.

Même l'Allemagne, réputée pour sa rigueur, a radouci le ton. En attendant que la Chine se reprenne elle a compris qu'elle avait tout intérêt à se recentrer sur le marché intérieur européen. L'Allemagne a plus que jamais besoin de ses clients et ses clients en Europe sont la France, l'Italie, l'Espagne... Elle adopte une position pragmatique sachant que son économie repose à 48% sur les exportations.

MACRO-ÉCONOMIE

CHINE

Les données économiques continuent de s'améliorer à mesure que les mesures de confinement sont levées. Sur le plan macro-économique la Chine retrouve le chemin de la croissance. Le pays qui a été touché plus tôt par cette pandémie, s'est logiquement redressé plus tôt que le reste de l'économie mondiale. Les dernières statistiques en provenance de Chine montrent que les chinois continuent de se remettre de la crise du Covid-19, malgré la résurgence de « clusters » dans la capitale Pékin au mois de juin. La Chine montre la voie avec des indices PMI du secteur manufacturier et des services supérieurs à 50 (un indice supérieur à 50 points montre une expansion de l'activité, tandis qu'un indice inférieur à 50 reflète une contraction). Les exportations chinoises sont également en forte hausse à mesure que les économies mondiales rouvrent. Les niveaux de mobilité de la population continuent d'augmenter ce qui favorise la reprise économique à un rythme plus rapide que prévu initialement.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

La consommation de cuivre, qu'on surnomme « Dr Copper » car il est le meilleur thermomètre pour mesurer l'activité manufacturière en Chine et donc la reprise économique, a suivi le redémarrage de l'économie chinoise. Ce qui est un très bon signe.

USA

Aux États-Unis, les derniers indicateurs macroéconomiques sont également encourageants et vont dans le sens de la reprise

La demande s'est redressée plus vite que prévu. Même si une augmentation du nombre de cas se manifeste dans certains États cela ne devrait pas impacter la hausse de la consommation. L'amélioration de la confiance du consommateur américain a été plus forte que prévu ce mois-ci grâce à la réouverture de l'économie. Il a progressé à 98,1 en juin, soit 7 points de plus que les 91,4 anticipés. Les américains consomment à nouveau. Les ventes au détail aux États Unis ont explosé à la hausse de +17,7% le mois dernier, le consensus attendait un rebond de 8,2%. L'activité manufacturière a continué de se redresser rapidement en juin, l'indice PMI a ainsi bondi de 10 points à 49.8, tout près du seuil des 50 qui sépare la contraction de l'expansion.

Indicateur central de l'activité du pays, l'emploi est l'objet de toutes les attentions. Là aussi les surprises ont été bonnes. L'économie américaine a créé en juin un nombre record d'emplois avec la réouverture de milliers de commerces et d'entreprises : 4,8 millions de créations d'emplois au lieu de 3 millions attendu. Le taux de chômage a reculé de 2,2 point à 11,1% au lieu des 12,3% attendus.

L'excellente surprise des chiffres de l'emploi américain, largement au-dessus des attentes laissent penser à un rebond plus rapide que prévu de l'économie américaine. Avec la réouverture progressive de l'économie, de nombreuses entreprises ont en effet pu reprendre une partie du personnel licencié.

L'amélioration du marché de l'emploi est ce qui reflète le mieux la poursuite de la reprise de l'activité économique. Donald Trump a salué des chiffres qu'il a qualifié d'"historiques". Finalement les espoirs de reprise économique l'emportent sur les craintes sanitaires.

ZONE EURO

En zone euro, l'accélération du déconfinement en juin a permis à de nombreux secteurs de repartir de l'avant. Cette évolution devrait se poursuivre à condition d'éviter une nouvelle perte de contrôle généralisée de l'épidémie. En France, la décision de prolonger le mécanisme de chômage partiel aidera à réduire les impacts de la crise dans la durée.

Le net rebond des indices PMI européens de juin a confirmé la réaccélération de l'activité une fois le confinement levé. Le point bas semble avoir été atteint. L'indice PMI composite de l'activité globale dans la zone euro a gagné près de dix-sept points en juin, après une hausse record de dix-huit points enregistrée en mai. Cet indice, qui prend en compte le secteur manufacturier et celui des services, est ressorti à 48,5 contre une estimation préliminaire de 47,5 et après 31,9 en mai.

Les craintes d'un retour en arrière dans la réouverture des économies seront de nature à limiter la confiance des entreprises et des ménages, mais la réaction rapide des autorités rassure quant à leur capacité à contenir à nouveau l'épidémie. L'idée est d'éviter un reconfinement généralisé qui pèserait lourdement sur la croissance.

ENTREPRISES/ DOMINATION DES TECHS AMÉRICAINES

La confiance des entreprises a naturellement bondi quand les mesures de restriction ont été assouplies. Si bon nombre d'entreprises mettront des mois à récupérer cette mise de l'économie mondiale « sous cloche », sans parler de celles qui ne se relèveront pas, d'autres ont pu profiter de cette crise sanitaire.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Ce sont presque deux cents grosses entreprises qui, aux États-Unis et en Europe, ont atteint des records historiques en bourse. Netflix, Amazon ou Facebook en sont les porte-étendards, mais elles ne sont pas les seules. Toutes ces entreprises qui travaillent dans la Tech et dans le digital. Celles qui fournissent des outils de communication et de travail à distance, améliorent la qualité du réseau ou la cyber-sécurité, les entreprises de paiement en ligne, celles du e-commerce. Tous ces métiers qu'on appelait encore il y a peu les métiers « de demain » ont fait un bon en l'espace de trois mois.

Mais d'autres secteurs ont surperformés durant cette crise sanitaire. Les entreprises de la santé, notamment celles qui travaillent à l'élaboration des vaccins ont logiquement bénéficié du contexte actuel. Celles du « bien-être » ont profité du confinement. Toutes ces entreprises positionnées sur le secteur porteur de l'amélioration de l'habitat, du bricolage, du jardinage. Autre secteur qui a explosé pendant cette période : les entreprises de divertissement à domicile : Netflix ou les éditeurs de jeux vidéo.

Mais celles qui donnent le vertige restent les GAFAM. Les États-Unis ont l'avantage d'être à la pointe de la Technologie qui leur a permis d'enfanter des géants comme les Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft. Des mastodontes qui ont des taux de marges extrêmement élevés. Ces valeurs ont permis au Nasdaq de battre un record en se hissant au-dessus des 10 000 points malgré la crise ! Leur capitalisation dépasse toutes les 1000 milliards de dollars. Cette barrière qui paraissait longtemps infranchissable est pulvérisée par ces rouleaux compresseurs.

À part Apple qui a souffert de la fermeture de ses boutiques physiques les autres ont profité de la crise, du fait de l'accélération de la digitalisation et de la tendance « Stay at home ». Elles ont également servi de valeurs refuges pendant la tempête. Grand gagnant de cette crise, évidemment Amazon qui a tout écrasé sur son chemin et qui atteint des niveaux de domination spectaculaire de la distribution.

UK / BREXIT

Entre le Coronavirus et la crise économique les marchés l'avaient presque oublié. Et pourtant ce sera l'un des thèmes de cet automne.

Si on évoque le sujet c'est que les Britanniques avaient jusqu'au 30 juin pour demander un prolongement de la période de transition qui se termine le 31 décembre 2020. Ils avaient la possibilité de prolonger d'un ou deux ans cette période, ils ne l'ont pas fait. Après le "Brexit politique" qui a eu lieu en début d'année, il reste à achever le "Brexit économique".

Les Britanniques ne veulent plus chercher à gagner du temps. Le vrai Brexit c'est-à-dire la sortie totale de l'UE sera donc pour janvier 2021. Il y aura désormais une frontière avec tout ce qui en découle : les contrôles douaniers, taxes douanières... Et les entreprises n'ont plus que six mois pour s'y préparer.

Les négociations sur la future relation entre le Royaume-Uni et l'Union européenne ont été perturbées par l'arrivée de la crise sanitaire.

Mais pour Boris Johnson la prolongation de la transition ne ferait que prolonger les négociations et de ce fait prolonger l'incertitude des entreprises. À la fin de la période de transition le 31 décembre 2020, le Royaume-Uni quittera donc le marché unique et l'union douanière.

Boris Johnson veut profiter du chaos de la pandémie pour lancer un « New deal » économique à la Roosevelt et pour cela il a besoin d'une visibilité. Il a promis une sorte de reconstruction économique du pays pour reprendre la main et redonner de l'impulsion à l'économie britannique.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :
Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF
Association agréée par l'AMF
Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS
SAS au capital de 300 000 E

TRUMP / ÉLECTIONS US

Les investisseurs pourraient bientôt devoir « pricer » un changement de direction dans la politique américaine. Trump est de plus en plus distancé dans les sondages qui le donnent à plus de neuf points derrière son rival démocrate. Et ça n'est pas une bonne nouvelle pour les marchés.

Pour les investisseurs il y a une forme d'inquiétude qui est en train de se dessiner dans cette perspective d'une défaite de Trump. L'impact serait fort car il est évident que Biden n'aura pas la même politique fiscale que le président en place. Les démocrates se sont engagés à augmenter l'impôt sur les sociétés, en partie pour financer la transition écologique, ce qui comprimerait les bénéfices des entreprises du S&P 500. De même qu'une réglementation plus stricte des GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon), voire un démantèlement, serait préjudiciable à la Bourse, sachant que ces géants représentent un quart de l'indice américain.

Si Trump a été beaucoup décrié sur le plan du commerce international, il a été applaudi par les entreprises à travers ses réformes fiscales qui ont offert plus de 10 points de profits aux sociétés américaines avec le succès qu'on connaît sur les marchés. La bourse de New York avait battu des records historiques.

Wall Street pourrait donc commencer à pâtir de cette nouvelle prime de risque politique.

Il reste encore quatre mois de campagne il faut rester prudent. *Beaucoup de choses peuvent encore changer*. C'était aussi le cas en 2016, à quelques mois des élections, mais le contexte est aujourd'hui différent. Et l'économie qui était son point fort et son passeport pour la victoire est aujourd'hui en ralentissement à cause de la crise sanitaire.

Se sachant distancié, Trump joue son va-tout et a choisi de mener une campagne antichinoise : la Chine doit porter la responsabilité de ce marasme selon le président américain. Il accuse le pays d'avoir plombé l'économie américaine (dont le dynamisme était son principal argument électoral).

Son entourage lui conseille pourtant de « radoucir » son discours et d'élargir son message afin de rallier des soutiens au-delà de sa base conservatrice. L'ancien businessman préfère se concentrer sur sa faculté à mener la relance de l'économie américaine ces prochaines semaines. Cela ferait une réelle différence alors que Biden est inexistant sur la scène politique.

Du côté démocrate il y a d'ailleurs un vrai mystère autour de Joe Biden qui apparaît très peu. Ce qui tend à accréditer les rumeurs autour d'une éventuelle « sénilité » du candidat démocrate. Il pourrait devenir un président à la Bouteflika. À tel point que même la presse se demande qui est le candidat démocrate à l'élection présidentielle. Ses équipes l'empêchent de trop s'exprimer et le bride de peur qu'il ne fasse des gaffes, il est connu pour ça. En revanche, l'ancien président Obama est sur tous les fronts. Il apparaît dans de nombreux événements de levées de fonds pour Biden avec des résultats spectaculaires.

Que ce soit Donald Trump ou Joe Biden qui l'emporte, cela ne fera pas de grande différence sur le plan économique, Biden ayant une politique qu'on peut qualifier de centriste. En revanche, une victoire démocrate affectera Wall Street.

EUR-USD

La crise du Coronavirus a donné une vraie impulsion à l'euro qui a bondi de +4% sur le trimestre et oscille autour de 1,13 USD. Pourtant, contrairement aux marchés actions, il y a eu très peu de volatilité sur le marché des changes. Ceci s'explique par le fait que toutes les principales zones économiques étaient touchées de la même manière par cette crise sanitaire et que toutes ont réagi avec des aides bazooka similaires des Banques centrales et des États.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Pourtant l'euro a fini par se démarquer face au dollar. Cela peut paraître étonnant parce que les taux resteront extrêmement bas en Europe, pendant longtemps, plus bas que les taux américains et que les perspectives de rebond de la croissance sont toujours plus fortes aux États-Unis qu'en Europe ce qui devrait rendre la devise européenne moins chère.

Mais en réalité le dollar est miné par les perspectives de reprises mondiales. En tant que monnaie refuge, la devise américaine a tendance à baisser lorsque la confiance revient sur les marchés.

Autre raison de la baisse du billet vert les États-Unis entrent dans une période de grande incertitude politique avec des élections dans 4 mois. Alors que l'Europe affiche une unité politique avec une Allemagne plus conciliante qui semble vouloir reprendre son rôle de leader. Ce qui pour les marchés est un gage de stabilité. Les investisseurs sont plus confiants dans l'avenir de la zone euro, ce qui renforce la valeur de sa monnaie.

Problème : un euro fort rend les entreprises européennes exportatrices moins compétitives. Ce qui n'est pas forcément un atout en pleine crise du coronavirus.

PÉTROLE

Le déconfinement général profite au cours du pétrole dont les prix sont remontés autour de 40 dollars le baril de brut. On assiste à une remontée progressive de la demande dans le sillage du redémarrage de l'activité dans le monde. L'optimisme sur les cours de pétrole a notamment été soutenu par les signaux envoyés depuis la Chine, où les usines ont repris le plus gros de leur cadence en juin.

Malgré les craintes de nouveaux foyers de contamination il est peu probable que les économies soient à nouveau complètement paralysées, ce qui signifie que la demande de pétrole brut ne sera pas aussi durement touchée qu'elle ne l'a été en mars/avril.

Les cours sont également soutenus par les efforts réalisés par l'OPEP+ pour assécher l'offre mondiale (l'accord de réduction ayant par ailleurs été prolongé d'un mois). Le cartel semble enfin avoir le marché sous contrôle en ce moment. Les membres de l'Opep (et leurs alliés dont la Russie) se sont engagés à maintenir une discipline de leur production. Et les coupes de production portent leurs fruits. Le marché, en surplus de 6,1 millions de barils par jour en mai, pourrait devenir déficitaire dès le mois de juin, à 1,5 million de barils par jour de moins que la demande. Ce qui maintiendra les prix à la hausse.

Ce premier semestre 2020 aura bousculé comme jamais l'industrie pétrolière. Et la crise a laissé des cicatrices : des dizaines de faillites dans le secteur du schiste américain.

Un symbole, Chesapeake deuxième producteur de schiste aux États-Unis est en faillite. Chesapeake est le pionnier de la fracturation hydraulique (qui consiste à bombarder de l'eau sous haute pression pour extraire du gaz ou du pétrole emprisonné dans la roche).

Face à la pandémie et à la chute monumentale du WTI (brut américain), les compagnies du secteur ont drastiquement réduit leurs investissements dans le domaine de l'exploration. Or, les découvertes de ces nouveaux gisements sont au plus bas alors que les champs pétroliers déjà existants produisent de moins en moins. Un champ pétrolier de schiste a une durée de production de 18 mois environ avant de se tarir. Il faut sans cesse forer dans la roche. Technique très coûteuse. Les producteurs américains ont vu leur endettement exploser et leurs bénéfices s'écrouler.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

GOLD

L'or qui affiche traditionnellement des performances positives en période chahutée reste le grand gagnant de cette crise. À 1.785 dollars, le cours de l'once affiche un gain de + 17% depuis le 1er janvier. Les raisons de se tourner vers les valeurs refuges n'ont pas manqué ces derniers mois, entre la crise du Coronavirus et la crise économique mondiale qui en découle. Plus les risques se multiplient pour l'économie et les marchés et plus le métal fin profite de son statut d'assurance. L'or est et restera une couverture en cas de nouvel accident.

La liquidité « illimitée » fournie par la Réserve Fédérale américaine favorise également la progression du métal fin. L'or est un placement qui ne génère pas de revenus, la hausse de son cours est la seule source de gain pour les investisseurs. Il bénéficie donc logiquement d'arbitrages favorables dès que les taux d'intérêt baissent. Les vastes plans des banques centrales devraient donc continuer à entretenir la tendance haussière de cet actif refuge.

D'autant plus que les Banques centrales devraient continuer à acheter massivement de l'or physique, offrant ainsi un soutien appréciable aux cours sur la durée.

Après avoir franchi le seuil psychologique des 1.700 dollars l'once, l'or s'attaque à présent à sa résistance majeure de 1.800 dollars et pourrait entrer dans une période de plus grande volatilité autour de ce niveau. Un dépassement de ce seuil important permettrait de libérer une nouvelle vague de hausse. Le sommet historique des 1.911 dollars n'est désormais plus très loin.

L'apparition de nouveaux « clusters » de contamination notamment aux États-Unis montrent que cette crise sanitaire n'est pas terminée, ce qui devrait continuer à entretenir la hausse de l'once. En attendant une nouvelle impulsion en direction du record historique.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :
Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF
Association agréée par l'AMF
Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS
SAS au capital de 300 000 E

CONCLUSION

Les indices boursiers ont fait une sortie en V de la crise. Et même si elle pèse dans les esprits la deuxième vague ne parvient pas à endiguer cet enthousiasme du marché. La psychologie des investisseurs a changé. Le rebond des cas est inévitable après le rapprochement social, mais ceux-ci restent localisés et les pays sont désormais préparés. Même dans un « worst case scénario » les gouvernements ne confineront plus les pays entiers mais de manière localisée. Ce qui explique que le marché ne s'inquiète pas outre mesure de ces nouveaux « clusters ». Le choix américain de laisser les forces de marché opérer plus librement qu'en Europe ou en Asie pourrait permettre aux États-Unis de sortir plus vite de la crise. Il ne faut pas sous-estimer le potentiel des États-Unis, la capacité de reprise économique américaine est historiquement forte.

Malgré cette contrainte de recrudescence des cas de Covid aux États-Unis il y a un processus progressif de reprise de la consommation, c'est l'élément essentiel. Certes la visibilité est réduite quant aux différents scénarios économiques, mais l'équation est simple en réalité : dès l'instant où les secteurs de l'économie rouvrent, ces secteurs redémarrent et la consommation repart.

Tous les organismes aujourd'hui qui font des prévisions utilisent des outils qui ne sont pas adaptés. Comment faire pour intégrer dans les prévisions une pandémie qui peut repartir à tout moment ? C'est la première fois dans l'ère moderne que le monde doit faire face à une crise sanitaire qui a contraint les pays à débrancher leur activité économique.

Et la crise économique que nous vivons aujourd'hui ne résulte que de cette décision de fermer les économies. Donc faire des références aux crises précédentes n'aide pas beaucoup.

La reprise se fera sous la menace du Coronavirus. Les marchés ont appris à vivre sous cette tension permanente. La vie économique commence à se normaliser mais elle n'est pas encore revenue à la normale. Et cette nuance subsistera tant qu'il n'y aura pas de remède.

Si la visibilité sanitaire et économique est réduite, la visibilité monétaire, elle, est limpide. Les béquilles monétaires de la Fed et de la BCE resteront en place jusqu'en 2022.

Les Banques centrales sont passées d'une logique « Quoi qu'il en coûte » (whatever it takes) à une logique « Le temps qu'il faudra » (As long as it takes). Les marchés peuvent se reposer sur ce postulat.

Il y tellement de liquidités sur les marchés, que les rendements sans risque se sont effondrés. Avec des taux à zéro pratiquement partout, les investisseurs n'ont en réalité guère le choix. S'ils veulent du rendement, ils doivent se tourner vers les actions : c'est l'effet TINA (There Is No Alternative), qui devrait continuer à soutenir les indices boursiers.

L'équipe d'analyse économique Hets-Capital

Le document a été remis par Hets-Capital à son destinataire à son usage exclusif, et ne peut être utilisé, ni reproduit, à d'autres fins. Le contenu de ce document ne constitue ni une recommandation, ni une offre d'achat, ni une proposition de vente, ni une incitation à l'investissement ou à l'arbitrage. Il ne constitue en aucun cas un élément contractuel. Les informations, analyses et statistiques communiquées dans ce document proviennent de documents publics ou de sources qui peuvent être considérées comme fiables, mais ne sauraient engager la responsabilité de Hets-Capital, mais aucune garantie ne peut être donnée quant à leur exactitude. Les opinions émises dans ce document ne constituent pas un engagement de Hets-Capital, mais reflètent uniquement son sentiment. Tous les portefeuilles, produits et valeurs figurant dans ce document sont soumis aux fluctuations des marchés et aucune garantie ne peut être donnée quant à leur évolution future. Les performances historiques qui pourraient être indiquées dans les informations transmises par Hets-Capital ne préjugent ni supposent rien des performances futures, et ne constituent en aucun cas une garantie de performance future. Les historiques de performance contenus dans ce document sont purement statistiques. Ils peuvent concerner des investissements qui ne sont pas de nature identique et qui ne peuvent donc pas être comparés les uns aux autres. Toute décision d'investissement ou de désinvestissement qui serait prise par le lecteur sur la base des informations figurant dans ce document, dans le cadre de la gestion de ses avoirs, est décidée à sa seule initiative par l'investisseur qui est familier des mécanismes régissant les marchés financiers et est conscient du fait que certains investissements notamment sur les marchés de futures, d'options et de produits à fort rendement potentiel, les pays dits émergents, les valeurs du second marché ou du hors-cote, peuvent se traduire par des pertes importantes en capital.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E